



RAPPORT ANNUEL DES RESULTATS 2022

Table des matières

Titre/couverture du rapport



Avant-propos du coordonnateur résident

Expliquez comment les Nations Unies ont appuyé les efforts du pays dans la mise en œuvre des objectifs du Programme 2030 dans un contexte national en évolution et comment les réformes menées dans le pays ont permis d'atteindre ces résultats.

- C'est également ici qu'il faut célébrer les partenariats avec le gouvernement et les principales parties prenantes.
- Le coordonnateur résident signe et date l'avant-propos. Le cas échéant, un homologue du gouvernement peut également coécrire ou cosigner l'avant-propos ou rédiger son propre avant-propos. Il n'est pas obligatoire de faire cosigner le rapport par le gouvernement, mais cette démarche est souhaitable puisque le rapport décrit les résultats du plan-cadre de coopération, convenu conjointement avec le gouvernement.

Remarque : *il est préférable d'élaborer cette section après avoir rédigé l'essentiel du Rapport.*

Présentation de l'Équipe de pays des Nations Unies en Haïti

Au cours de l'année 2022, L'Equipe Pays des Nations Unies était composée de 18 entités dont 15 résidentes et trois non-résidentes. Le BINUH participait également aux activités de l'Equipe Pays. Ces différents agences, fonds et programmes ont soutenu les efforts du gouvernement de Haïti à travers plusieurs interventions visant à répondre aux besoins immédiats liés aux situations d'urgence, et aux défis de développement et de consolidation de la paix.

Cette année l'Équipe-Pays des Nations Unies s'est renouvelée avec la prise de fonction de la nouvelle DSRSG/RC/HC, et l'arrivée de nouveaux membres. Il s'agit précisément de la prise de fonction du Représentant Résident du PNUD, du Secrétaire Général Adjoint de la CNUCED, du Coordonnateur Pays de l'OIT, de la représentante de ONUFEMMES, Cheffe de Bureau de UNESCO, de la Directrice et représentante de UNOPS.

Mettre les logos des agences

Principaux partenaires au développement

L'Equipe-pays des Nations Unies (EPNU) en Haïti a renforcé son partenariat avec le Gouvernement sous le leadership de la Primature et principalement à travers le ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), pour la coordination et la formulation du nouveau cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable pour la période 2023-2027.

Au niveau sectoriel, l'Equipe-pays intervient conjointement avec des ministères clés pour un soutien cohérent et coordonné aux Politiques Publiques et Stratégies Nationales dans les domaines de la Protection et de la Promotion Sociales (MAST, IBSE, FAES), de l'éducation, de la santé publique et de la nutrition scolaire (MENFP, MSPP, ONAPE, PNCS), de l'emploi, la croissance économique, la sécurité alimentaire, nutrition (MEF, MAST, MARNDR, CNSA), de l'Environnement, du Climat et de l'Energie, (MDE, ANARSE, ANAP) de la Justice, Gouvernance, Etat de Droit, Droits Humains et Droits des femmes (MJSP, MICT, CIAT, DGPC, OPC, MCFDF). Les collectivités territoriales et associations des élu.e.s (FENAMH, FENAFEMH) soutiennent les efforts de l'équipe-pays pour appuyer le Gouvernement dans la décentralisation et gouvernance territoriale.

Les actions de l'Equipe-pays reposent également sur un partenariat inclusif et diversifié avec des organisations de la société civile et leurs réseaux répartis sur les dix (10) départements du pays. Dans un contexte d'insécurité grandissante et de difficultés d'accès à certaines zones ce partenariat avec la société civile a été utile pour la mise en œuvre des programmes.

La collaboration avec le secteur privé incluant les chambres de commerce, associations patronales, coopératives, micro-petites et moyennes entreprises, les syndicats d'ouvrier.ère.s et d'enseignant.e.s, les universités s'est renforcée notamment dans la formulation du cadre de coopération. (cf. liste des partenaires de l'Equipe-pays en annexe). La Coordinatrice Résidente co-préside la concertation des chef.fe.s de mission regroupant les principaux partenaires techniques et Financiers du pays (PTF). Cette plateforme de concertation lui offre une opportunité de plaidoyer et de mobilisation des PTF en faveur du pays. La plupart des PTF contribuent au financement des interventions des agences. Il s'agit notamment de : Union Européenne, USAID, Allemagne, Suède, Hollande, Royaume-Uni, FIDA, NORAD, SIDA, Suisse, Danemark, Canada, Brésil, AFD, BID, Banque Mondiale, Coopération espagnole.

(Drapeau des pays)

CHAPITRE I : Principaux axes de développement aux niveaux national et régional

Haiti fait partie de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) fragmentés dans la diversité des réalités nationales des 33 pays qui la composent. La coopération, la solidarité et l'intégration entre les pays de la région demeure un défi malgré l'existence des grands ensembles régionaux comme l'Alliance du Pacifique, le Système d'intégration centraméricain (SICA), l'Union des Caraïbes, Caribbean Community & Common Market (CARICOM), etc. Malgré un retour de la croissance en 2021 après les conséquences de la crise du COVID-19, la spirale sociale infernale dans laquelle se trouve le continent persiste. A cela, s'ajoutent les conséquences du dérèglement climatique.

Le développement économique et social d'Haïti continue d'être entravé par une crise politique et institutionnelle persistante, l'augmentation de la violence, un niveau d'insécurité sans précédent. La dégradation de la situation en Haïti a immanquablement des conséquences dans la région. En effet, l'année 2022 en Haïti a été caractérisée par une détérioration significative des conditions de vie de la population due à une accumulation inédite de chocs internes et externes qui ont mis en exergue plus que jamais les fragilités d'Haïti. Les Haïtiens continuent de subir l'impact négatif des crises socio-économiques et sécuritaires actuelles, qui aggravent les inégalités existantes. Alors que les niveaux de pauvreté étaient déjà élevés, ces crises persistantes ont augmenté la proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté à 58 %. Par conséquent, près de la moitié de la population a atteint un état d'insécurité alimentaire aiguë et environ 19 200 personnes sont dans une situation catastrophique, vivant dans des conditions de famine pour la première fois en Haïti.

En mai 2022, le Gouvernement, à travers le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) et le Fonds d'assistance économique et social (FAES), a lancé le « Programme multisectoriel pur l'apaisement et la réinsertion sociale des groupes vulnérables ». D'un coût de plus de 3 milliards de gourdes et d'une durée de trois mois, l'objectif de ce programme, était d'assister les groupes les plus défavorisés qui souffrent à la fois de l'insécurité et de la précarité économique.

Sur le plan politique, après plusieurs semaines de consultations avec de nombreuses organisations politiques et de la société civile à travers le pays, un consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes a ainsi été élaboré, énumérant les étapes nécessaires vers les élections. Les étapes comprennent la création d'un haut conseil de transition multipartite ; la création d'un mécanisme gouvernemental de surveillance; la restauration complète de la Cour de cassation ; la formation d'un nouveau conseil électoral provisoire ; et l'engagement d'un processus de révision constitutionnelle, en vue de rétablir des institutions démocratiquement élues dans un délai de 18 mois. Le 21 décembre 2022, le Premier ministre et un large éventail de parties prenantes, dont certains signataires de l'accord de Montana, divers groupes non alignés, la société civile, des groupes religieux, le secteur privé et un grand groupement politique le qualifiant de « compromis historique » a signé le document de consensus national.

Au niveau sécuritaire, les conflits inter-gangs se sont intensifiés accentuant la faiblesse de l'autorité de l'État et son absence dans certaines zones, créant ainsi des espaces de non-droit, alors que les activités des gangs continuent d'engendrer un nombre croissant de victimes. Les rivalités et les changements

d'alliance entre gangs a provoqué le déplacement d'environ **XXX** personnes en 2022. L'interruption de l'approvisionnement causée par le blocage des terminaux, en particulier le plus grand terminal de carburant d'Haïti Varreux, et des routes par les gangs a aggravé les conditions quotidiennes déjà précaires des Haïtiens, aggravant la pénurie chronique de nourriture, de médicaments, d'eau, de gaz de cuisine et la fermeture des écoles et des entreprises particulièrement de septembre à décembre 2022, aggravant ainsi les conditions de vie de la population. Il en a résulté un « peyi lok » en septembre 2022 qui a motivé l'évacuation d'une partie du personnel des Nations Unies.

Au plan économique, on dénote une hausse de l'inflation, qui a atteint près de 50 % en décembre 2022, une dépréciation du taux de change et une baisse importante des transferts de fonds.

Sur le plan des urgences, au dernier trimestre 2022, le premier cas de choléra a été signalé. Le pays a signalé **23 044** cas suspects et **1 576** confirmés en décembre 2022. Le gouvernement a fait preuve d'un leadership louable dans la coordination des efforts de réponse, et les Nations Unies continuent de travailler avec le gouvernement, les partenaires nationaux et internationaux pour lutter contre l'épidémie et mettre en œuvre les leçons apprises pour une réponse efficace.

Au niveau transfrontalier, l'année 2022 a été également marquée par des relations tendues avec la République dominicaine, avec l'apparition de nouvelles routes de migrants mettant à mal la coopération entre les 2 pays.

CHAPITRE 2 : Appui du système des Nations Unies pour le développement aux priorités de développement nationales

Le système des Nations Unies a poursuivi voire, intensifié ses interventions dans ce contexte de crises multidimensionnelles pour répondre aux besoins des populations et accompagner l'Etat dans la réponse aux urgences humanitaires. Le document stratégique de référence au cours de la période sous revue était l'Integrated Strategic Framework (ISF) entre le BINUH et l'Equipe Pays qui était dans sa dernière année de mise en œuvre. Il avait élaboré pour promouvoir une approche intégrée de l'ensemble du système des Nations Unies en Haïti. Il était structuré autour de six objectifs stratégiques et six benchmarks qui fédéraient l'action de l'Equipe Pays et celle du BINUH. Les lignes suivantes retracent les principales réalisations obtenues au niveau de chaque objectif stratégique.

2.1. Résultats de l'Appui du SNUD aux priorités nationales

Comme précédemment mentionné dans le chapitre sur le contexte national, l'année 2022 a été marquée en grande partie par une épidémie de choléra et une crise sécuritaire qui a paralysé le pays et a conduit à l'évacuation de bon nombre de personnel des Nations Unies étant entendu que l'ONU était en PC1 au cours des derniers mois de l'année. Cette situation a eu une conséquence sur la réalisation de certaines activités prévues. Les principales réalisations des Nations Unies en 2022 sont relatées à travers les lignes qui suivent.

Objectif stratégique 1 : Les acteurs politiques et socio-économiques nationaux, y compris la société civile, sont engagés dans une coopération inclusive et la recherche d'un consensus, ce qui améliore le fonctionnement des institutions publiques et la bonne gouvernance. (Mettre icône ODD 16)

Benchmark 1 : Les acteurs politiques et socio-économiques nationaux, y compris la société civile, s'engagent dans une coopération inclusive et dans la recherche d'un consensus, ce qui améliore le fonctionnement des institutions de l'État et la bonne gouvernance.

D'une manière générale, il s'agit pour le Système des Nations Unies, en Haïti de :

- Apporter son support au dialogue national inclusif pour la stabilité en Haïti ;
- Contribuer aux réformes politiques pour le retour à l'Etat de droit et la bonne gouvernance ;
- Initier le dialogue civique en vue de la cohésion sociale.

En 2022, face à la recrudescence de la violence des gangs armés, les efforts du BINUH se sont concentrés sur la recherche de moyens pour renforcer les capacités de la police nationale haïtienne (PNH). En collaboration avec le PNUD, le BINUH a élaboré une proposition de fonds commun qui a reçu 18 millions de dollars de soutien de la part de divers donateurs pour mettre en œuvre une série de projets qui permettront de professionnaliser davantage la police, de garantir la mise en œuvre d'un système de contrôle au sein de la force, tout en l'équipant d'outils permettant de mieux lutter contre la criminalité. Ce fonds sera également un outil important pour la mise en place d'une institution où 30 % des effectifs sont des femmes, y compris aux plus hauts niveaux de la PNH. Aussi, le BINUH a poursuivi son plaidoyer et ses bons offices pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la nécessité d'une force

bilatérale pour travailler aux côtés de la PNH, de manière intégrée et pour une période limitée, afin de lutter contre les gangs et de les contenir. Le BINUH a travaillé en étroite collaboration avec l'équipe du siège qui a élaboré la lettre du Secrétaire général au Conseil de sécurité, datée du 8 octobre 2022, qui présente une proposition de force spécialisée pour aider la PNH ;

- Des rapports périodiques sont publiés par HCDH/BINUH sur les violences sexuelles commises par les gangs et sur les violations des droits de l'homme commises par les gangs dans la zone de la Croix-des-Bouquets d'avril à mai 2022. Le BINUH a également accompagné le gouvernement dans sa participation au processus d'examen périodique universel au Conseil des droits de l'homme en 2022, avec des représentants des OSC. HCDH a également mis en place un mécanisme de surveillance des violations et des abus contre les communautés locales dans les zones contrôlées par les gangs, dans le but d'accroître leur protection contre les gangs, et a pu référer plus de 100 incidents de protection aux agences de l'ONU, permettant ainsi aux victimes, y compris les survivants de violences sexuelles, de recevoir l'assistance nécessaire (médicale, psychosociale, juridique, etc.).
- Sur le plan politique, le BINUH a mené des efforts avec une équipe dévouée pour parvenir à un accord politique en Haïti, qui refléterait un consensus suffisant pour amener le pays vers des élections. L'accord de consensus national du 21 décembre est encore fragile, mais il fournit une base à cette mission pour continuer à faire avancer la restauration de l'ordre démocratique par la tenue d'élections plus tard dans l'année. La résolution 2653, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité le 21 octobre 2022, annonçant des sanctions ciblées contre les individus responsables ou complices d'actes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité du pays, est le résultat d'un effort de quatre ans entrepris par le BINUH pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la façon dont la corruption et l'impunité en Haïti ont contribué à un niveau élevé de violence et d'agitation des gangs qui paralysent le pays.
- Par rapport à l'adoption de lois et de règlements régissant le processus électoral et le conseil électoral, et la mise en place des mécanismes correspondants pour garantir des élections libres, équitables et transparentes, l'objectif de travailler sur l'adoption d'un nouveau cadre juridique électoral qui préserve les dispositions existantes relatives à la représentation des femmes.
- En termes de résultats, il faut dire que le dernier décret électoral a été publié quelques jours avant l'assassinat du Président Jovenel Moïse et reflétait le respect du quota d'un minimum de 30%. Par ailleurs, les articles de lois concernant le Parlement pour assurer le respect de ce quota restent encore faibles pour assurer qu'au moins 30% des membres élus du Parlement seront des femmes.
- L'ONUFEMMES continue à mener le plaidoyer pour qu'à l'arrivée des nouveaux membres du Conseil Electoral de faire réviser le décret et de s'assurer que des dispositions suffisantes sont prises et définies pour faire appliquer la loi.

Objectif stratégique II : Les institutions publiques, les autorités locales, la société civile, les organisations de jeunes et de femmes participent à des interventions et des processus de consultation qui visent à réduire la violence dans la communauté, en particulier en ce qui concerne l'activité des gangs et les délits sexuels et sexistes (mettre icônes ODD 5, ODD 16)

Benchmark 2 : Les institutions de l'État, les autorités locales, la société civile locale, les organisations de jeunes et de femmes sont engagées dans des processus de consultation, de coopération et de prise de décision et dans des programmes qui réduisent la violence communautaire, en particulier celle associée aux gangs et aux crimes sexuels et à caractère sexiste.

D'une manière générale, il s'agit d'appuyer :

- Des initiatives politiques et institutionnelles pour lutter contre le phénomène des gangs ;
- La sécurisation des citoyens ;
- Des activités génératrices de revenus et création d'emplois dans les communautés les plus vulnérables et les points chauds des gangs.

Les interventions du SNU visaient principalement l'élaboration et la mise en œuvre des programmes socio-économiques et des programmes communautaires de réduction de la violence afin de mieux soutenir les communautés touchées par la violence. Aussi, une attention devrait être accordée à la mise en œuvre d'un certain nombre de projets et d'interventions communautaires relatives à la Réduction de Violence Communautaire et de Désarmement, Démantèlement et Réinsertion.

- L'UNOPS a travaillé sur le Diagnostic du potentiel du territoire de Martissant et de La Saline. Ceci a permis de guider les jeunes dans le choix des secteurs économiques pour l'élaboration des plans d'affaires. Plus de 156 jeunes, dont 88 jeunes filles ont bénéficié d'une formation à l'entrepreneuriat et aux compétences de vie. 45 micros et petites entreprises ont été créées et financées, en plus d'une activité de lancement de 130 micro-entreprises de femmes. Ces bénéficiaires ont pu participer à un forum national sur la problématique de la violence et de l'insécurité. Le PNUD est un partenaire de mise en œuvre de cette activité.
- Par rapport au renforcement des capacités des institutions publiques en vue d'une prise en charge et d'une protection globales des victimes de la violence, il a été question qu'un pourcentage du budget de l'État soit alloué à la prise en charge globale et à la protection des victimes de la violence dans le cadre d'une budgétisation sensible au genre. Toutefois, il faut dire qu'aucun budget spécifique n'a été alloué à la mise en œuvre du plan d'action national contre la violence sexiste. ONUFEMMES poursuit ce plaidoyer sans résultat concret jusqu'à présent.
- Concernant l'adoption et la mise en œuvre d'un nouveau cadre juridique proposé pour lutter contre la violence fondée sur le sexe, y compris la disposition visant à garantir le financement par l'État de la prévention et de la réponse à la violence fondée sur le sexe, le Sénat a adopté plusieurs articles du nouveau cadre juridique proposé pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles grâce au plaidoyer des agences du SNU et des partenaires. En absence d'élections, le processus de vote de la loi relative à la lutte contre la violence à l'égard des femmes, qui a débuté en 2019, n'a pas encore été finalisé.
- Par ailleurs, ONUFEMMES continue les activités de renforcement des capacités des institutions de prise en charge des victimes de violence à travers le programme Spotlight qui a été approuvé le 17 décembre 2019. La phase 1 de l'initiative Spotlight s'est achevée en 2022 et la phase 2 a commencé au début de l'année 2023.

Grossesses Problématiques



Les femmes enceintes qui vivent sur le site Hugo Chavez sont parmi les personnes les plus vulnérables.

Lorsqu'une situation médicale d'urgence est découverte, l'équipe de l'UNFPA est contactée par l'un des points focaux du site Hugo Chavez.

"Lors d'une journée chargée de septembre, nous avons été contactés au sujet d'une jeune femme de 17 ans, enceinte de six mois, qui avait des problèmes", a déclaré l'un des agents communautaires de l'UNFPA qui était de service.

Le transport a été assuré jusqu'à l'hôpital de Petite Place Cazeau, où l'adolescente a été examinée par le personnel médical qui lui a

demandé de revenir pour un rendez-vous ultérieur pour ce qui n'était pas un état médical critique sachant que son état ne pouvait pas attendre.

"Nous avons fait un suivi avec l'hôpital pour nous assurer que la jeune femme serait vue par un agent de santé et avons pris toutes les dispositions pour que la jeune fille soit reçue en consultation."

- S'agissant de la finalisation et de la mise en œuvre d'une stratégie nationale globale et multisectorielle de lutte contre la violence, en particulier contre la violence des gangs et la violence communautaire, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a élaboré et fait approuver une stratégie nationale par la Task Force DDR-CVR dirigée par le bureau du Premier ministre. De plus, un nouveau projet de loi sur la gestion des armes et des munitions, qui tient compte de la législation internationale, a été rédigé par un groupe de travail dirigé par le ministère de la Justice et de la sécurité publique.
- Dans le cadre de la gestion des armes et des munitions est renforcée, notamment par l'adoption et la mise en œuvre d'un nouveau cadre réglementaire et par l'élaboration d'un programme de gestion des armes et des munitions, l'Organisation des Nations Unies pour la Migration (OIM) a mis en place des procédures opérationnelles standard sur la gestion intégrée des frontières. Celles-ci ont été élaborées en collaboration avec l'immigration, les douanes et la police des frontières.
- Participation citoyenne des jeunes filles et garçons

Commented [AL1]: À compléter par PBF et PDA

Les jeunes Haïtiens discutent des solutions pour vivre sous la violence

Des jeunes de certains des quartiers les plus vulnérables et les plus violents de Port-au-Prince, contrôlés par des gangs, se sont réunis lors d'un événement soutenu par l'ONU pour parler de leur expérience commune de la vie sous la menace de la violence.

L'événement soutenu par le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix a également permis à quelque 1 500 jeunes femmes et hommes de s'engager dans des activités sportives et entrepreneuriales.

" Beaucoup de personnes nous jugent parce que nous venons de Cité Lumière, qui est un quartier violent, mais la majorité des personnes victimes de violence sont innocentes", a déclaré Mirlande*, 19 ans. "Cette activité nous permet de discuter et de prendre des nouvelles de nos amis. Cela est vraiment important pour moi."

" Une activité de la sorte est très importante, car elle permet aux jeunes de se rencontrer et de voir leur vraie valeur. Le pays a besoin de plus d'activité de loisir.", a déclaré Joseph*, 21 ans.

" Je suis une entrepreneuse. Je prépare de la confiture et du beurre de cacahuète ainsi que d'autres produits chez moi. J'aurai aimé vendre dans les boutiques locales, mais pour ce faire il me faut plus d'investissement", a déclaré Samentha*, 22 ans.

" Les jeunes d'Haïti veulent avancer mais il est difficile de trouver de l'aide, surtout en l'absence d'un système de support social qui fonctionne."

** Tous les noms ont été modifiés pour la protection de l'identité des participants*

Objectif stratégique III : La police nationale, les services correctionnels, les institutions judiciaires et anti-corruption opèrent dans le cadre de cadres juridiques et de gestion améliorés, ainsi que de mécanismes de contrôle.

Benchmark 3 : La police nationale, les services pénitentiaires, la justice et les institutions de lutte contre la corruption fonctionnent dans des cadres juridiques et de gestion améliorés, ainsi que dans des mécanismes de contrôle.

D'une manière générale, il s'agit de :

- D'appuyer la mise en place des mécanismes de contrôle et de responsabilité pour la police, les services pénitentiaires, la justice et les institutions de lutte contre la corruption ;
 - Contribuer à créer l'accès aux services de sécurité et de justice et conditions de détention acceptables, en particulier pour les femmes et les enfants vulnérables et les groupes à risque ;
 - Renforcer les cadres juridiques pour les secteurs de la police, de l'administration pénitentiaire, de la justice et de la lutte contre la corruption, conformément aux normes internationales et aux obligations en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.
- Dans le cadre de l'amélioration de l'accès aux services de sécurité et de justice, en mettant l'accent sur les femmes et les enfants vulnérables et les groupes à risque, sur 13 juridictions, le PNUD a réhabilité et équipé 6 nouveaux bureaux d'aide juridique.
 - Aussi, des appuis ont été apportés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) à

savoir :

- Le soutien juridique pour la rédaction du code des coutumes ;
 - L'évaluation de la situation de armes à feu et du trafic de drogue, dont le rapport Firearms, drug trafficking feeding Haiti's cascading security crises : new UNODC assessment (en français, « Armes à feu, trafic de drogue alimentant les crises de sécurité en cascade en Haïti : nouvelle évaluation de l'ONUDC), est en cours d'élaboration ;
 - Le soutien au bureau du Commissaire de Gouvernement de Petit Goave pour organiser des sessions spéciales afin de juger d'urgence les détenus inculpés pour des délits mineurs et incarcérés dans le centre de détention surpeuplé de la même commune ;
 - L'appui aux agences de l'ONU pour comprendre et faciliter les procédures de dédouanement pour l'enlèvement des marchandises bloquées dans les ports, notamment dans le cas de la crise du choléra, et pour la mise en œuvre des opérations (PAM, BINUH).
- En 2021, plus de 95 % des enfants incarcérés en Haïti étaient en détention provisoire prolongée. La BPM s'efforce de faire en sorte qu'il puisse bénéficier de lois garantissant un processus judiciaire rapide. L'UNICEF a également soutenu la création de tribunaux pour mineurs dans les départements de l'Ouest, du Sud et du Nord.

Je voulais être professeur mais j'ai rejoint un gang



Steve* rêvait de devenir instituteur mais lorsque son école a fermé, en raison de la recrudescence de la violence liée aux gangs dans son quartier, la vie de ce garçon de 15 ans a été bouleversée.

"Quand les écoles sont fermées, on devient un enfant des rues, et c'est ce qui nous fait entrer dans les gangs", explique Steve. Il a rejoint un gang en février 2021. "Ils m'ont vu marcher, m'ont appelé et m'ont demandé de travailler pour eux. Il y en avait d'autres comme moi".

Une fois que les enfants ont rejoint un gang, il est impossible d'en sortir. "Ils m'ont dit qu'ils allaient me tuer

si je ne voulais pas rester avec eux".

Steve, peut-être heureusement pour lui, a été attrapé et a été inculpé pour des infractions liées à son activité dans le gang. Pendant sa détention, il est aidé par la Brigade de Protection des Mineurs (BPM), soutenue par l'UNICEF.

*Nom d'emprunt

Objectif stratégique IV : Les institutions étatiques, en collaboration avec une institution nationale indépendante des droits humains (Office de protection du citoyen) et les organisations de la société civile, protègent, promeuvent et garantissent le respect des droits humains et des libertés fondamentales, des femmes et de l'égalité des sexes, et la redevabilité face aux violations des droits humains. (Mettre icône ODD 16, ODD5)

Benchmark 4 : Les institutions de l'État, en collaboration avec une institution nationale indépendante de défense des droits de l'homme (Office de protection du citoyen, OPC) et les organisations de la société civile, protègent, promeuvent et garantissent le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, des femmes et de l'égalité entre les sexes, et veillent à ce que les auteurs de violations des droits de l'homme rendent compte de leurs actes.

De manière générale, il s'agit de travailler à la :

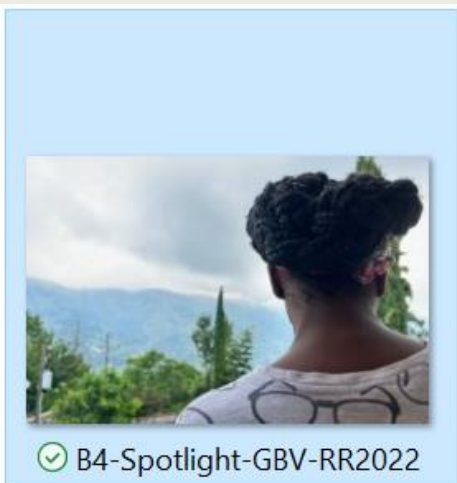
- Mise en œuvre des recommandations des mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme ;
- Promotion de l'obligation de rendre des comptes en cas de violations graves des droits de l'homme et d'abus ;
- Éducation civique.

En termes de réalisations, l'accent a été mis sur la mise en œuvre de la stratégie nationale 2019-2024 de l'Office de protection du citoyen est progressivement en intégrant des perspectives sensibles au genre Ces interventions ont été faites dans le cadre de l'appui à apporter à l'institution nationale des droits de l'homme pour qu'elle fonctionne de manière indépendante, et fasse la promotion des droits de l'homme et protège les droits des citoyens.

- Avec le soutien du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), l'OPC a continué à présider la réunion mensuelle sur la protection, qui rassemble les autorités nationales, les organisations de la société civile et les ONG nationales et internationales. Cette coordination gagne maintenant du terrain alors que de nouveaux problèmes de sécurité menacent la jouissance des droits de l'homme, par exemple les attaques incessantes des gangs contre la population. En mars 2023, le HCDH conduira une mission conjointe avec l'OPC pour évaluer la situation de la protection dans le département de l'Artibonite et faire des recommandations pertinentes. Le HCDH fournit également un soutien technique à l'OPC avec des rapports annuels à publier, conformément aux Principes de Paris. En ce qui concerne, le nombre de cas de violations ou d'abus graves des droits de l'homme ayant fait l'objet d'un procès, de janvier à décembre 2022, avec l'appui de HCDH, l'Inspection Générale de la Police Nationale d'Haïti (IGPNH) a enquêté sur 154 cas de violations des droits de l'homme commises par des agents de police et 46 cas, impliquant 65 agents de police, ont fait l'objet d'une enquête fructueuse. Parmi ces affaires, 28 ont fait l'objet d'une recommandation disciplinaire à la direction de la PNH et 6 ont été transmises au pouvoir judiciaire. Un autre résultat important obtenu est que 60% de la Stratégie nationale annuelle 2021-2022, a été mis en œuvre, y compris les perspectives sensibles au genre.
- S'agissant de l'appui à apporter aux organisations de la société civile pour plus d'engagement auprès des autorités haïtiennes en faveur de la promotion et la protection des droits de l'homme et pour qu'ils soumettent des rapports aux mécanismes internationaux des droits de l'homme, l'ONUSIDA a accompagné la Société Civile dans un effort de réduire la discrimination et la stigmatisation, y inclus dans des contextes humanitaires (LGBTI, PVVIH, professionnels du sexe, femmes et jeunes filles). De plus, à travers le renforcement des capacités du Community-Led Monitoring (CLM - Observatoire de la Société Civile sur la lutte contre le VIH) et de la Fédération des Associations des Organisations des Personnes Vivants avec le VIH (FEDAPH+), l'ONUSIDA a permis au pays de rejoindre le Partenariat Mondial de Lutte contre la Stigmatisation et la Discrimination liée au VIH.
- UNHCR, à travers le projet « Prévention du risque d'apatridie et enregistrement universel des naissances

dans le département des Nippes », 4,000 personnes ont été enregistrées et 11,000 autres sensibilisées sur les questions d'état civil. Cette intervention a été réalisée.

Guérir après un traumatisme



Les jeunes femmes qui ont subi des expériences traumatisantes et abusives sont aidées dans leur rétablissement dans un refuge soutenu par l'initiative Spotlight de l'ONU.

Le refuge se trouve dans les collines au-dessus de Port-au-Prince et fournit une gamme de services, y compris des soins médicaux et psychologiques, un hébergement et des conseils juridiques ainsi qu'une médiation familiale aux survivants d'abus.

Il y a cinq ans, Claudine* a été victime d'un abus sexuel qui a changé sa vie. A 16 ans, elle a été agressée sexuellement par le mari de sa cousine dont elle gardait les enfants.

Un an après la naissance de sa fille, Claudine a été emmenée au refuge où d'autres mineurs comme elle s'occupaient des nouveau-nés. Elle suit maintenant des cours à l'école.

"Aller à l'école est très important", a déclaré Claudine. "Si vous travaillez pour une famille comme je l'ai fait, il ne suffit pas de recevoir de la nourriture et d'avoir un lit. Il faut vous donner la possibilité d'étudier et de faire votre vie."

Objectif stratégique 5 : Les institutions publiques, les autorités locales et le secteur privé donnent accès aux jeunes, aux femmes et aux groupes vulnérables à des possibilités d'emploi décent, notamment des emplois, de l'éducation et de la formation, contribuant à réduire les doléances socioéconomiques et à lutter contre les facteurs d'instabilité et d'inégalité.

Benchmark 5 : Les institutions de l'État, les autorités locales et le secteur privé permettent aux jeunes, aux femmes et aux groupes vulnérables d'accéder à des possibilités d'emploi décent, à l'éducation et à la formation, contribuant ainsi à réduire les griefs socio-économiques et à s'attaquer aux facteurs d'instabilité et d'inégalité.

D'une manière générale, il s'agit d'appuyer sur les :

- Réformes économiques favorisant la croissance et l'équité ;
- Nouvelles opportunités d'emploi dans les secteurs clés pour Haïti (textile et agriculture) ;
- Mesures de soutien ciblées pour les jeunes les plus à risque.

Les efforts ont été consentis sur la mise en œuvre de politiques qui soutiennent la création

d'opportunités d'emploi sensibles au genre, l'esprit d'entreprise et la croissance des petites et moyennes entreprises, la cible annuelle prévue était au moins deux mesures adoptées par les autorités nationales et locales pour encourager l'intégration des femmes dans les chaînes de valeur de l'agriculture durable.

- En termes de réalisations, la FAO a appuyé la mise en œuvre de la Politique et Stratégie Nationales de Souveraineté et Sécurité Alimentaires et de Nutrition en Haïti (PSNSSANH), la mise en œuvre de la feuille de routes de la CNSA sur les systèmes alimentaires et aussi a facilité la participation d'Haïti à la COP 27. La PSNSSANH est opérationnelle et contribue à une certaine croissance agricole qui permettra de restreindre la pauvreté, de créer des emplois, de stimuler la croissance économique du pays et de créer des communautés durables.
- S'agissant de la participation du pays au Bilan Sommet sur les Systèmes alimentaires, la FAO, le PAM et le FIDA ont accompagné la CNSA dans les travaux préparatifs. Une feuille de route est élaborée afin d'opérationnaliser certaines actions concrètes qui prennent en compte les ODD. Cette feuille de route reflète le besoin urgent de transformation des systèmes alimentaires caractérisé par l'adoption de mesures politiques, institutionnelles et légales courageuses et innovantes ainsi que la recherche d'engagements multi-acteurs consistant à garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs ; passer à des modes de consommation durables ; stimuler une production respectueuse de la nature ; promouvoir des moyens de subsistance équitables ; et renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et aux stress. Tout ceci concourt à accélérer l'atteinte des ODD à l'horizon 2030 tout en ne laissant personne de côté.
- ONUFEMMES dans la poursuite de l'ODD 5 sur l'autonomisation des femmes, a travaillé sur le lancement officiel d'un fonds de garantie pour les femmes entrepreneurs par la Banque de la République d'Haïti, (BRH) le 20 février 2022.

En ce qui concerne l'existence et mise en œuvre de politiques fiscales pour une croissance inclusive, y compris une budgétisation en faveur des pauvres et tenant compte de l'égalité des sexes, une fiscalité progressive et des mesures efficaces contre l'évasion fiscale, la cible était de permettre aux autorités haïtiennes de concevoir et de mettre en œuvre un programme de réformes économiques et fiscales, en collaboration avec les institutions financières internationales compétentes.

- Dans cette perspective, l'UNESCO a appuyé le ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle pour l'élaboration du Plan Décennal de l'Éducation (2020-2030) et de renforcement des capacités du système. Ce plan tient compte de la parité fille/garçon en matière de niveau d'instruction.

De nouvelles opportunités pour les travailleuses

Les femmes travaillant dans les usines de confection du secteur privé ont la possibilité de progresser dans leur carrière grâce au soutien apporté par l'Organisation internationale du Travail dans le cadre de son programme "Better Work".

Fadaelle Jean, employée depuis trois ans comme ouvrière de la confection dans une usine de Port-au-Prince, est devenue le principal soutien économique de son fils. En tant qu'employée de confiance, elle a été inscrite à un programme de formation pour l'amélioration des carrières, à l'issue duquel elle a été promue superviseuse.

"J'ai été confrontée à de nombreuses difficultés dans ma vie après avoir perdu mon mari, notamment des problèmes d'argent", a-t-elle déclaré. "La formation m'a aidée à contrôler mes émotions et ma colère même dans les situations difficiles et j'ai également commencé à économiser de l'argent."

Quelque trois cents travailleuses ont reçu la même formation, qui porte sur la communication sur le lieu de travail, la résolution de problèmes, la gestion du temps et du stress, les connaissances financières et d'autres sujets. L'objectif est de former jusqu'à 1000 femmes. "Je souhaite en apprendre davantage, et j'espère que d'autres travailleuses bénéficieront de la même opportunité", a déclaré Faedella Jean.

Objectif stratégique 6 : Les institutions publiques sont renforcées pour mettre en œuvre efficacement des politiques et des programmes qui garantissent la fourniture de services de base de qualité dans les communautés les plus mal desservies et accroissent leur résilience face aux menaces liées au climat, notamment à travers la gestion des catastrophes et l'atténuation des risques (Mettre icônes ODD 1, 2, 5)

Benchmark 6 : Les institutions publiques sont renforcées pour mettre en œuvre efficacement des politiques et des programmes qui garantissent la fourniture de services de base de qualité aux communautés les plus mal desservies et augmentent leur résilience face aux menaces liées au climat, notamment par la gestion des catastrophes et l'atténuation des risques.

D'une manière générale, il s'agit de :

- Renforcer les capacités nationales à fournir des services de base aux populations les plus vulnérables conformément aux politiques nationales ;
- Travailler sur la réduction des risques de catastrophe au niveau national ;
- Activer l'aide humanitaire

Par rapport au renforcement des capacités des institutions de l'État à élaborer des politiques fondées sur des données probantes, notamment grâce à une capacité accrue du système statistique national à collecter et à analyser les données relatives aux ODD, la cible était de réaliser le 5^{ème} recensement de la population et de l'habitat d'Haïti, y compris une deuxième phase consacrée à la promotion de la culture de l'utilisation des données statistiques et au renforcement du système statistique national.

- UNFPA a clôturé le projet de 5^e recensement de la population et de l'habitat pour mieux repartir. La mise en œuvre de cette opération d'envergure nationale peine encore à se concrétiser en raison des menaces externes liées à la crise sociopolitique et des faiblesses internes de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Cependant, la conservation des actifs reste une obligation. Le recensement n'ayant pas eu lieu, le processus d'estimation de la population a été initié par l'Institut National des Statistiques,

avec le soutien de l'UNFPA. En attendant le nouveau recensement de la population, des données désagrégées et provisoires seront donc produites, au niveau de toutes les unités administratives et géographiques du pays, à des fins de prise de décision. Le processus est en cours et s'achèvera au cours du deuxième trimestre 2023. En 2022, le pays a également procédé à une évaluation documentaire du processus du cinquième recensement afin d'identifier les forces, les faiblesses, les leçons apprises et les recommandations pour améliorer le prochain recensement. Pour renforcer la capacité statistique nationale, un partenariat tripartite a été initié (privé/public, Centre International de Formation en Statistique, UNFPA) qui a conduit à l'admission du premier étudiant haïtien à l'ENSEA/Côte d'Ivoire. Cette initiative sera poursuivie lors de la prochaine mise en œuvre du programme".

- Dans ce continuum de renforcement en matière de collecte, analyse et publication de données, le PNUD a apporté une contribution dans :
 - L'élaboration du Plan national d'Adaptation ;
 - La formation de 20 hauts fonctionnaires sur l'utilisation des informations climatiques dans la planification du développement national.
 - La formation de 12 techniciens nationaux de l'Unité technique de sismologie sur la configuration, le paramétrage et la maintenance des stations sismiques et l'interprétation des informations hydrométéorologiques et climatiques ;

Par rapport au **nombre de centres d'urgence opérationnels aux niveaux national et départemental, dotés d'une meilleure capacité de coordination de la réponse aux catastrophes**, la cible était de rendre fonctionnel onze centres d'urgence (1 national, 10 départementaux).

En termes de résultats :

- Le PNUD a permis à 12 communes d'avoir des plans d'urgence multirisques dans la Grand-anse. Un (1) SIMEX a été aussi organisé dans le Nord et le Nord'Est. De plus, l'accent a été mis sur renforcement et le plaidoyer pour augmenter le financement des activités de préparation et prévention des désastres (cartographie multirisque doit être réalisée pour tout le territoire national).
- L'UNESCO a procédé à l'identification des bâtiments scolaires que la méthodologie VISUS a évalué au niveau des départements du Nord, de l'Artibonite, du Sud et de la Grande anse. Ceci a permis de renforcer la résilience aux ouragans et aux inondations du secteur éducatif haïtien à travers la sécurité des écoles en promouvant la réhabilitation, la modernisation, la reconstruction ou la relocalisation des écoles sélectionnées et des protocoles de gestion des risques pour les écoles (2022-2025).

Par rapport au **pourcentage de la population confrontée à une insécurité alimentaire aiguë sévère sur la base de la classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC Phase 3)**, la cible était de **d'arriver à 30 % de la population confrontée à une insécurité alimentaire aiguë sévère (phase 3+/aiguë de l'IPC)**.

Les réalisations ont porté sur les appuis multiformes suivantes des agences :


- La FAO a apporté son appui dans :
 - le co-pilotage du secteur de la sécurité alimentaire en Haïti, la FAO a fourni un appui technique à la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) pour la planification et l'organisation des réunions mensuelles du secteur de la sécurité alimentaire humanitaire

(Groupe technique de la sécurité alimentaire - GTSA), ce qui contribue au partage, à la collecte de données et à la communication d'informations pertinentes liées au secteur de la sécurité alimentaire, notamment les résultats de l'IPC publiés en octobre 2022, la matrice 4W, l'analyse des lacunes et le tableau de bord ;

- Un atelier de formation pour les gestionnaires sur la classification de l'IPC (niveau 1) a été organisé du 6 au 10 septembre 2022. Deux ateliers de classification de l'IPC ont été organisés en février et septembre 2022, ainsi qu'une formation sur l'IPC (niveau 1) sous la direction de la CNSA avec l'appui technique de l'Unité de soutien global de l'IPC (GSU) et avec la participation d'institutions gouvernementales (ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural), d'organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales et d'agences du système des Nations Unies (FAO) qui ont activement contribué à l'atelier ;
- Les analyses de l'IPC produites par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) ont été partagées avec toutes les parties prenantes. La note de communication de l'IPC a été publiée en mars 2022 et en octobre 2022.
- Pour 2022, la FAO a appuyé la CNSA dans le pilotage du secteur humanitaire de la sécurité alimentaire (cadre du Comité Permanent Inter-Agences). Plusieurs réunions mensuelles ont été organisées (virtuellement) avec les parties prenantes humanitaires (donateurs, ONU, gouvernement, ONG nationales et internationales) sur la coordination opérationnelle du secteur de la sécurité alimentaire. La FAO a activement contribué au développement du plan de travail du secteur de la sécurité alimentaire, de l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO), du Plan de réponse humanitaire (HRP) et de sa mise à jour, ainsi que d'autres outils analytiques tels que les 4W, la Matrice de contact pour l'analyse des lacunes, la page web d'Haïti sur le site du Cluster Sécurité alimentaire mondiale, l'Infographie/Tableau de bord de la sécurité alimentaire et la Cartographie des parties prenantes.
- 5 200 ménages vulnérables ont bénéficié de la distribution de semences adaptées aux conditions locales et résistantes au climat. 2750 ménages de Grand'Anse et de l'Ouest ont reçu des kits d'outils pour améliorer leur production.
- Enfin, Sur la base des recommandations d'une mission de l'OIE, de la FAO et de l'IICA menée en 2021, un projet binational a été formulé pour renforcer les capacités de contrôle et d'éradication de la peste porcine africaine en République dominicaine et en Haïti. Il s'agit du projet "Amélioration des capacités nationales et sous-régionales de contrôle de la peste porcine africaine".
- Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a appuyé la collecte de données dans le cadre de l'ENSSAN. Les résultats obtenus montrent pour 2022 que dans l'ensemble du Pays, en termes de :
 - Consommation alimentaire : près de 54% des ménages ont un Score de Consommation Alimentaire Pauvre ou Limite (ce pourcentage est, en moyenne, près de 65% dans les zones classées en phase 4). Les ménages qui consomment moins de 5 groupes alimentaires (SDAM) sont de 21% (environ 28% dans les zones en phase 4) et 80% des ménages emploient des stratégies liées à la consommation alimentaire (rCSI) (en zones en phase 4, 84%). Les ménages ayant un Indice de Faim modérée, sévère et très sévère sont de 46% (52% dans les zones en phase 4).

- Evolution des moyens d'existence : environ 66% des ménages ont déclaré avoir employé des stratégies d'adaptation de Crise et d'Urgence. 32% des ménages a employé des stratégies d'adaptation d'Urgence. Dans les zones en phase 4, ces pourcentages sont, respectivement, 73% et 38%.
- Situation nutritionnelle des enfants de moins cinq ans : Les résultats de l'Evaluation Nutritionnelle Rapide (ENR) réalisée au niveau de la commune de Cité Soleil par MSPP/UCPNAnu en avril 2022, révèlent que la Commune est en Urgence Nutritionnelle. Ces résultats montrent que 20% des enfants de 6-59 mois souffrent de Malnutrition Aigüe Globale, soit 15% avec Malnutrition Aigüe Modérée (MAM) et soit 5% avec Malnutrition Aigüe Sévère (MAS).

Tablea N° :.....

 4,7m 48% de la population analysée Personnes en situation d'insécurité alimentaire aigüe élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	19 000 Catastrophe
	Phase 4	1 800 000 Urgence
	Phase 3	2 900 000 Crise
	Phase 2	2 800 000 Stress
	Phase 1	2 400 000 Sécurité alimentaire

Par rapport à l'élimination complète et durable du choléra : **0 cas pendant 3 ans**, la cible était de **mettre en œuvre 20 projets communautaires dans les zones touchées par le choléra**.

- En termes de résultats, sur les 20 projets communautaires identifiés, l'UNOPS a achevé 2 projets, 3 sont en cours d'exécution, 15 sont en cours de passation de marché et de conception.

Par rapport au **taux de mortalité maternelle et des taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans pour 100,000 naissances vivantes**, la cible était d'arriver à **397 décès maternels pour 100, 000 naissances vivantes**.

- En termes de réalisations, l'OPS/OMS a appuyé la mise en place d'un dispositif de Renforcement de la surveillance et de l'intervention en cas de décès maternel et périnatal (MDSR). L'objectif du MDSR est de prévenir les décès maternels futurs en tirant les leçons des décès précédents. Des sessions de formation ont été également organisées, suivies de visites de supervision, afin d'améliorer le niveau de performance des comités de SDMR au niveau institutionnel et de renforcer la coordination avec les comités départementaux de SDMR. Cette action a été complétée par la fourniture de médicaments, de matériel médical et d'équipement pour les soins maternels et néonataux à 6 établissements de santé dans le département du Sud-Est (Hôpital St Michel, Cayes Jacmel, Marigot, Anse-à-Pitres, Belle-Anse, Thiotte)

et à deux établissements de santé dans le département du Nord (HUI et HSC de Milot). Un soutien a également été apporté à l'Hôpital Universitaire Justinien du Cap Haïtien dans le département du Nord avec l'installation d'un système photovoltaïque pour assurer la continuité de l'approvisionnement en électricité dans la maternité, assurant ainsi la continuité des services de santé. En conséquence, un comité MDSR a été mis en place dans chaque département.

- Pour contribuer à la diminution du taux de mortalité maternelle, l'UNFPA a renforcé le système de santé à fournir des services de santé maternelle et néonatale complets et de qualité. Entre autres, le renforcement du programme de surveillance et de réponse aux décès maternels (MDSR) dans tous les départements de santé, l'ouverture de la deuxième école de sage-femmes dans le nord du pays et le renforcement des capacités des travailleurs de la santé en matière de services de qualité dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive ont été essentiels pour améliorer la prestation de services intégrés de santé sexuelle et reproductive.

Le Plan d'action global reste marqué par la faiblesse de l'examen du nombre total de décès maternels au niveau institutionnel, l'absence d'autopsie verbale au niveau communautaire, la mobilité des agents de santé et la supervision non régulière des centres de santé par le ministre de la santé. Toutefois Les 68% des formations sanitaires ont été formées pour fournir des soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) avec des sages-femmes déployées.

Pour un objectif de 100 %, seuls 49 % des établissements de santé fournissant des soins obstétricaux et néonataux d'urgence suivent les protocoles de soins de haute qualité (normes des soins obstétricaux et néonataux d'urgence). En ce qui concerne la mise en œuvre des lignes directrices relatives à la surveillance et à la réponse maternelles dans les quatre départements, les comités d'examen des décès maternels sont en place, mais en 2022, seul un département avait réalisé six examens. Le ministère de la santé a réussi à mettre en place 9 comités d'examen départementaux et le comité technique national pour la surveillance et la réponse aux décès maternels.

Les faibles performances observées sont liées aux défis suivants :

- Le manque de soutien pour la rétention et le déploiement de personnel qualifié dans les établissements de santé rend difficile la garantie de la qualité des services de santé maternelle ;
- Le coût élevé de l'accès aux services de soins maternels reste un défi, en particulier pour les personnes pauvres vivant dans les zones rurales et isolées ;
- Le manque d'engagement du personnel de santé/des membres des comités d'examen des décès maternels entrave les examens systématiques et la capacité à mettre en œuvre la réponse. (iv) Le manque d'équipement et de ressources humaines qualifiées a réduit la fonctionnalité des établissements de santé ;
- La faiblesse de la décentralisation des unités de collecte et de gestion du sang doit être corrigée pour améliorer la qualité des services de soins maternels.

- L'UNICEF a aussi apporté un appui considérable à la mise en œuvre de la Surveillance et Réponse à la Mortalité Maternelle (SDMR), à travers :

- L'élaboration de plans opérationnels et de suivi de la santé communautaire ;
- De 2 plans de communication sur la vaccination contre la diphtérie et le choléra ;
- D'un module de formation intégrant le rôle des normes de genre et la participation des jeunes ;
- L'adaptation des outils de suivi pour capturer les données sociales et les bonnes pratiques sur le terrain, l'intégration du VIH dans la SMNI/PTME.

De plus, le renforcement de la chaîne de froid et de la santé mentale ont été les priorités de l'UNICEF

au cours de l'année 2022. Avec le soutien de l'UNICEF, le module SDMR a été adapté et validé par le Ministère de la Santé publique (MSPP/DSF) et les partenaires. Au total, 10 comités SDMR ont déjà été formés dans 10 départements de santé, hôpitaux départementaux et certaines structures clés des SONU. Un comité technique sur la santé maternelle a été créé pour mettre à jour les protocoles et modules de formation et a été mis en place sous la direction du MSPP/DSF. L'UNICEF a contribué techniquement et financièrement à la mise en œuvre du plan stratégique de santé communautaire.

- En ce qui concerne la réduction de la mortalité néonatale, l'OPS/OMS a appuyer l'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant dans les situations d'urgence (IYCF-E). L'OPS a aidé la Direction Sanitaire de l'Ouest (DSO) du Ministère de la Santé à fournir une formation aux prestataires de soins institutionnels et communautaires sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants en situation d'urgence (IYCF-E), y compris l'insécurité créée par les conflits entre les gangs armés et l'épidémie de choléra :
 - 22 prestataires de soins de santé de Cité Soleil et du bas Delmas ont été formés pour fournir des conseils pratiques et concis aux mères et aux soignants des communautés sur la manière d'assurer une alimentation appropriée des nourrissons et des jeunes enfants dans les situations d'urgence ;
 - 600 ASCP ont été sensibilisés à la promotion de l'allaitement maternel dans les communes du département de l'Ouest qui ont rapporté des cas de choléra. Le déploiement de ces ASCP contribue à renforcer la détection et la gestion des cas de choléra et de malnutrition aiguë au niveau communautaire. Ils délivrent des messages clés sur l'importance de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants.

Par rapport à la **proportion de la population à utiliser de l'eau potable de base et les services d'assainissement de base**, la cible était de **porter à 79 % la proportion de la population utilisant une source d'eau améliorée**.

- Les contributions de L'UNICEF, en ce qui concerne l'amélioration de l'accès aux services WASH ont permis quelques progrès en 2022. On peut citer :
 - La DINEPA a achevé la construction/réhabilitation de plus de 50 systèmes d'approvisionnement en eau (SAEP) ;
 - 36 points d'eau et réservoirs avec l'appui de ses partenaires dont la BID, la BM, l'AECID, l'USAID, la Coopération suisse et l'UNICEF ;
 - 122,457 personnes supplémentaires ont eu accès à l'eau potable grâce à la réhabilitation de 17 SAEP et 15 points d'eau, dont 95 330 grâce aux travaux de réhabilitation de 16 SAEP endommagés par le tremblement de terre.

Atteindre les plus vulnérables à Cité Soleil



✓ B6a-UNICEF-CS-RR2022

Des Haïtiens, parmi les plus vulnérables vivant dans la commune de Cité Soleil, contrôlée par les gangs, ont reçu une aide médicale et alimentaire vitale, ainsi que des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement essentiels, grâce au travail des agences humanitaires des Nations Unies et de leurs partenaires. D'intenses combats entre gangs ont éclaté à Cité Soleil en juillet 2022, provoquant une crise humanitaire dans une zone qui souffrait déjà d'années de sous-développement. Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a travaillé aux côtés du gouvernement pour assurer un accès immédiat à l'UNICEF, au PAM et à l'OIM. "J'étais vraiment inquiète que mon fils se soit cassé le bras", a déclaré Gina Saint-Fort durant une consultation dans une clinique mobile mise en place par l'UNICEF. " Je suis soulagée après

la consultation. Ce n'était qu'une entorse. "Je serais heureuse que ce travail se poursuive, car je ne pouvais pas lui apporter les soins nécessaires," a-t-elle ajouté.

Infirmières à motos



✓ B6b-PAHO-RR2022

Alors que l'épidémie de choléra s'est accélérée au cours des trois derniers mois de 2022, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et le ministère haïtien de la Santé ont travaillé ensemble pour s'assurer que les communautés difficiles à atteindre dans le pays, y compris dans les zones contrôlées par les gangs, recevaient les services de diagnostic dont elles avaient besoin.

Lancé en 2017, le projet Labo Moto a permis aux agents de santé de se déplacer à moto pour se rendre dans les zones touchées par le choléra afin de collecter des échantillons de cas suspects et de les livrer pour une analyse en laboratoire.

« Lorsque nous recevons une alerte de cas suspects d'une institution ou d'une communauté, nous nous rendons rapidement dans cette zone et prélevons des échantillons. Cela nous permet de savoir rapidement si le choléra est présent », a déclaré Granville Marie Nicole, l'une des

infirmières responsables du prélèvement dans le département de l'Ouest.

Un diagnostic rapide permet de répondre plus efficacement aux épidémies locales de la maladie.

Les progrès réalisés au niveau national en matière d'inclusion

Le Bureau de la Coordonnatrice Résidente (BCR) a appuyé la Conférence des donateurs pour le Relèvement de la Péninsule Sud, après le séisme du 14 août 2022. Parallèlement à cela des agences comme UNFPA ont apporté un soutien décisif aux personnes en situation de handicap dans ces départements. Ce soutien a été prioritaire pour les femmes et les filles. Ceci a été bien accueilli par les communautés touchées et a joué un rôle fondamental pour adresser leurs préoccupations et leurs craintes.

Le Groupe de Travail Inclusion du handicap sous le leadership du Bureau de la Coordonnatrice Résidente à travers, a pu collecter les données sur la situation des personnes vivant avec un handicap dans les Départements des Nippes, du Sud et de la Grande Anse, en appuyant le Bureau du Secrétaire d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées. La tâche urgente consistait à veiller à ce que leur santé, leur bien-être mental et leurs droits restent au premier plan dans la réponse humanitaire.



UNFPA, UNESCO et le BCR ont appuyé la participation de l'Equipe nationale de football amputée pour sa participation au mondial de Turquie 2022.

Cette initiative, qui a eu le support financier des agences a été aussi un soutien moral pour les joueurs qui sont en situation de handicap.

La bravoure de ces jeunes gens a inspiré toutes les personnes vivant avec un handicap, en les aidant à réaliser leur plein potentiel dans leurs domaines respectifs.

Il faut dire que Haïti a participé à cette coupe du monde des amputés dans un contexte sécuritaire difficile où le pays est envahi par des gangs.

(

2.2. Appui aux partenariats et financement du Programme 2030 (à reprendre)

1. Partenariats Nations Unies avec le monde académique

1 Consultations territoriales auprès de groupes vulnérables des sections communales du pays sur les ODD (approche LNOB)

Objectif : Assurer que les groupes vulnérables des collectivités territoriales alimentent les discussions sur la réponse de l'EPNU aux obstacles prioritaires à la progression vers le Programme 2030 en Haïti, identifiés dans le l'Analyse Commune de Pays (CCA)	Approche territoriale : 4 régions (Grand Sud, Grand Nord-Ouest, Grand Nord-Est, Ouest). 96 répondants dont 50% de femmes et de jeunes filles, 31 sections communales
Priorisation des ODD par les groupes vulnérables : Besoins immédiats, développement et sécurité ODD4, ODD 1 : Pas de pauvreté. ODD 2 : Faim zéro. ODD 3 : Santé et bien-être. ODD6 : Eau et assainissement, ODD 8 : Travail décent et croissance économique, ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces.	Utilisation des résultats : Les résultats de cette consultation ont alimenté le travail de l'EPNU sur les priorités de l'UNSDCF 2023 - 2027

Source : RCO SharePoint : [CF- Consultations territoriales](#)

2. Initiative Spotlight

1 pager pour un encadré_ Komi

3. Peacebuilding fund

Nous avons des données pour un aperçu du portefeuille du PBF si vous le trouvez pertinent

4. Appui au Cadre National Intégré pour le Financement du Développement durable (UNCTAD/UNDP)

Malgré les conditions difficiles et les obstacles logistiques, tels que les barrages routiers et les pannes de télécommunications qui se sont multipliés tout au long de l'année, le programme conjoint a néanmoins été en mesure de poursuivre ses progrès et de confirmer son statut de seul processus de planification nationale efficace en cours devant conduire à une stratégie de financement du développement à moyen et long terme.

En 2022, le Gouvernement, avec l'appui des NU a finalisé les neuf (9) études thématiques qui alimentent l'agenda de réformes structurelles à entreprendre qui évaluent les réalisations du pays, les conditions actuelles et les perspectives liées à ses stratégies de développement et de financement. Chaque étude a été présentée et validée lors d'un ou plusieurs ateliers de diffusion auxquels ont participé des fonctionnaires, des représentant.e.s de la société civile, du secteur privé et des partenaires de développement. Ces études constituent le fondement de l'élaboration de la cadre national de financement intégré qui devrait être mis en œuvre au cours du second semestre 2023.

En septembre 2022, le programme conjoint a également lancé une évaluation du financement du développement (DFA) qui tirera les leçons et les conclusions des neuf (9) études et des résultats du premier sondage citoyen sur les priorités du développement.

Partenariats et financement

MPCE- MEF-MAST-MARNDR-MCI/ Secteur privé/ OSC

5. Action climatique et Environnement : Endossement du Plan National d'Adaptation par le Gouvernement avec l'appui des Nations Unies

Durant le processus de préparation vers la **COP27 sur le changement climatique**, sous le leadership de la Coordinatrice Résidente (CR), l'UNCT fait le plaidoyer pour le renforcement de l'appui /accompagnement des acteur.trice.s de la société civile qui sont très actif.ve.s sur les questions climatiques par exemple le Réseau Jeunes Climat, afin de pousser les efforts de réflexion stratégique sur la transition climatique en Haïti. Suite à l'endossement du Plan National d'Adaptation (PNA) en novembre 2022 par le Comité national sur le changement climatique d'Haïti, le Bureau de la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies (RCO) vise à renforcer la coordination autour de la mise en œuvre du PNA dont l'élaboration appuyée par le PNUD a suivi une approche très participative et inclusive.

Photo : Endossement du PNA (Premier ministre, Ministre environnement et RR PNUD à la primature)

Aussi, le UNCT avec le leadership du PNUE et du PNUD s'implique dans une initiative visant une **étude sur la sécurité climatique**. L'initiative proposée se concentre sur l'évaluation de l'interaction entre le changement climatique et les facteurs sociopolitiques, économiques et démographiques et vise à renforcer la prise de conscience et construire un récit pour accélérer l'action vers l'adaptation au climat et le renforcement de la résilience.

Pour finir, la forte implication du RCO/CR dans la coordination du processus d'élaboration d'une proposition pour le **Human Security Trust Fund** a permis d'assurer au côté du gouvernement un haut niveau d'expertise pour conseiller sur une approche sécurité humaine devant renforcer la prévention des conflits et consolider la paix dans les communautés via de nouveaux outils d'analyse des conflits qui combinent l'approche sécurité humaine, le genre et les droits humains, et une méthodologie visant à opérationnaliser le Nexus HPD en utilisant le prisme de la sécurité humaine (analyse genre/conflits évaluation vulnérabilité).

Appui de l'EPNU à la Transformation de l'Éducation

En prélude à la participation d'Haïti au Sommet sur la Transformation de l'Éducation qui se tiendra à New York en septembre 2022, le 1er forum national sur la transformation de l'Éducation a été planifié et organisé par le comité technique national, composé de l'ONAPE, l'UNESCO, l'UNICEF, le PAM, le RCO avec tous les partenaires clés du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) et des agences des Nations Unies.

Cette assise consensuelle, inclusive et participative sous-tendait un plus grand engagement public et significatif des acteur.trice.s du secteur éducatif haïtien pour répondre aux défis de la qualité de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie pour tou.te.s. Du 03 au 05 août 2022, le comité technique a mobilisé tous les grands consortiums et partenaires du secteur dont le secteur privé. Puis, le 11 août, la parole a été donnée aux jeunes. Les parties prenantes à cette activité ont été amenées à produire leurs réflexions autour de cinq (5) axes thématiques prises en compte par le Secrétariat général des Nations-Unies en lien avec les axes prioritaires du « Plan décennal d'éducation et de Formation 2020-2030 (PDEF-2020-2030) »

Comme résultat, Haïti dispose d'une feuille de route pour la transformation de l'éducation avec une vision multi-sectorielle et multiacteur. Cette feuille de route alimente et actualise la Politique décennal de l'Éducation appuyé par les Nations Unies.

Partenariats et Financement :

Appui de l'EPNU à la Transformation des systèmes alimentaires

En soutien au Gouvernement haïtien, l'Équipe-pays des Nations Unies soutient la mise en œuvre de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs, résilients et efficaces, conformément à la feuille de route sur la transformation des systèmes alimentaires et à la vision de la Politique et Stratégie Nationales de Souveraineté, de Sécurité Alimentaire et de Nutrition en Haïti (PSNSSANH).

Partenariats et Financement : Les Nations Unies assurent la coordination du secrétariat technique du groupe de travail technique des donateurs sur la sécurité alimentaire, présidé par l'UE. L'objectif du groupe est de soutenir la CNSA et les autres autorités haïtiennes concernées dans le développement et la proposition de politiques et de stratégies de sécurité alimentaire en Haïti. L'UE est le principal donateur du Réseau mondial sur les crises alimentaires (GNAFC), une alliance d'acteur.trice.s humanitaires et de développement visant à s'attaquer aux causes profondes des crises alimentaires (<http://www.fightfoodcrises.net/about/en/>). Par l'intermédiaire du GNAFC, l'UE a financé l'étude sur le lien entre l'instabilité et l'insécurité alimentaire en Haïti.

Appui de l'EPNU au financement de la PNPPS

2.3. Les Nations Unies travaillent plus et mieux ensemble : Cohérence, efficacité et efficience

L'analyse commune du contexte national réalisée par les Nations Unies en juillet 2022 dans le cadre de la préparation du nouveau cadre de coopération 2023-2027 a confirmé la nécessité de renforcer la cohérence des interventions pour aider le pays à trouver des réponses adéquates aux causes structurelles des urgences humanitaires, des défis de développement et de consolidation de la paix. Le renforcement de la cohérence a également porté sur les initiatives transfrontalières avec la République Dominicaine. Aussi, certaines fenêtres de financement telles que le PBF, le SDG fund, l'initiative Spotlight ont permis de renforcer la collaboration et les initiatives conjointes entre les agences.

Les efforts de cohérence au cours de l'année 2022, ont porté sur les domaines suivants :

- Dans le cadre du Groupe Benchmark 3 sous le leadership du PNUD, les agences, fonds et programmes des Nations unies en Haïti ont amorcé une réflexion commune sur le sujet de la corruption en incluant des agences non-résidentes tel que UNODC et la CEPALC. Cette réflexion commune a permis de travailler sur une proposition de programme conjoint dans le cadre du portefeuille Fonds de Consolidation de la Paix et d'amorcer des conversations clés avec d'autres partenaires techniques et financiers tel que USAID ou l'OEA sur ces questions.
- Sous l'égide du Groupe Benchmark 5 et le leadership du RCO, un travail a été réalisé autour de la Politique nationale de promotion et de protection sociale. Cette action a permis d'organiser le travail d'expertise de l'ONU (agences résidentes et non résidentes) en Haïti en associant toutes les agences, fonds et programmes concernés en fonction de leur avantages comparatifs. Une mission commune a été organisée afin d'approfondir ce travail et d'appuyer le ministère des Affaires sociales et du Travail à élaborer le plan d'action de mise en œuvre de cette politique publique. La mission a également proposé les étapes à franchir pour une mobilisation conjointe des ressources et la formulation d'un programme conjoint sur la protection sociale.
- Une dizaine d'initiatives conjointes ont été mises en œuvre sur des thématiques liées à la réduction des violences communautaires, à la cohésions sociale, renforcement des capacités nationales pour le contrôle des armes et munitions, au dialogue économique inclusif, etc.
- Aussi, des missions de terrain ont permis de faire le suivi de l'impact des actions auprès des bénéficiaires mais aussi de renforcer la cohérence entre les agences. En effet, le lancement de la 67e session de la Commission de la condition de la femme dans la région du Sud a permis d'assurer une visibilité des résultats des agences en matière d'égalité de genre dans la région mais aussi d'envisager le renforcement de la cohérence de ces actions.
- Enfin, les Nations Unies ont entamé une réflexion stratégique en 2022 sur la mise en œuvre d'une approche nexus Humanitaire, Développement et Consolidation de la paix et sur la planification basée sur une approche territoriale pour renforcer la cohérence des interventions dans des régions données.

Ajouter une carte sur la présence physique des agences en Haïti

2.4. Évaluations et leçons tirées

Le Cadre de coopération et de développement durable 17-22 (UNDAF) entre l'EPNU et le gouvernement haïtien a été réorienté en janvier/février 2020 afin de répondre de façon plus stratégique aux priorités de développement d'Haïti. Ainsi, l'EPNU et le BINUH ont décidé d'élaborer un cadre intégré stratégique – le ONE UN Plan. Les six objectifs stratégiques découlant du mandat donné au BINUH par le Conseil de sécurité ont structuré le travail intégré.

L'Équipe Pays n'a pas procédé à une évaluation de l'ISF. Toutefois dans le cadre de la formulation du nouveau cadre de coopération, des enseignements ont été tirés sur les plans programmatiques, fonctionnement des groupes de coordination et au niveau de la communication.

Au niveau programmatique, il est ressorti la nécessité pour les Nations Unies de soutenir la décentralisation effective et renforcer sa présence physique auprès des populations dans les autres régions afin de ne laisser personne de côté. Les initiatives ou programmes conjoints permettront de mutualiser les capacités et les ressources des agences et aussi celles du BINUH pour répondre aux défis du pays. La question de la sécurité étant un enjeu important pour le pays, les Nations Unies doivent également se focaliser sur la prévention afin de préserver les régions non encore touchées par la violence des gangs. Enfin, il est nécessaire d'intégrer dans les programmes, la recherche action à travers la collaboration avec les universités et instituts académiques et le développement d'approches et outils avérés pour adresser les défis spécifiques du pays.

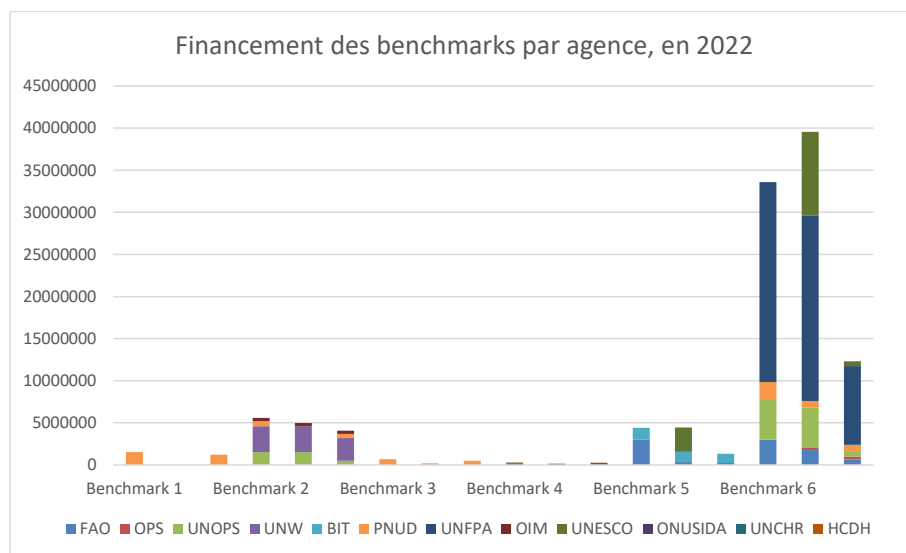
Parmi les leçons apprises de la mise en œuvre du ONE UN Plan, il est important de souligner la nécessité de renforcer le leadership au niveau des Groupes de Coordination et la qualité de la participation des membres pour assurer un fonctionnement optimal de ces groupes avec un appui en facilitation du Bureau de la Coordinatrice Résidente. Le rôle du Bureau de la Coordonnatrice résidente sera aussi renforcé afin d'assurer la cohérence des actions. En termes de substance, l'assistance technique sera priorisée et privilégiée dans le but notamment de renforcer la production l'analyse et la diffusion des données.

Au niveau de la communication, il est ressorti la nécessité de renforcer la collaboration entre l'Équipe Pays et le BINUH dans la perspective de l'intégration.

2.5. Aperçu financier et mobilisation des ressources

Aperçu des financements

En 2022, considérant les données financières collectées auprès de douze (12) agences, en matière de dépenses, seulement 19,6 millions USD ont été alloués aux activités. Ce qui représente une moyenne de 3,2 millions USD par benchmark.



Le non-retour à une situation constitutionnelle a eu raison de certains bailleurs qui ont développé une certaine réticence à financer des projets de développement, en Haïti. Ceci pour deux raisons : (i) les financements déjà accordés semblent ne pas résoudre le problème. Car en 2022, Haïti a encore accusé une croissance économique négative (-1,7%), selon l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI); (ii) la non-garantie de la capacité d'absorption et de l'impact réel des financements sur l'amélioration des conditions de vie de la population, en raison des risques multidimensionnels (migration sécuritaire, catastrophes naturelles, instabilité politique, faiblesse des institutions étatiques, etc.) ;

Commented [AL2]: Revoir l'analyse

Mobilisation conjointe de ressources

Fonds communs

1. Fonds Commun des ODD
2. Initiative Spotlight
3. Fonds de Consolidation de la paix
4. Réponse des Nations Unies à l'épidémie du Choléra en Haiti - MPTF
5. Fonds pour la Reconstruction d'Haiti (FRH) - MPTF
6. Fonds des Femmes pour la Paix et l'action humanitaire (TF)
7. UN Response COVID-19 and Recovery – MPTF

Fonds verticaux

- Fonds Mondial
- Global Environment Facility (GEF)
- Fonds d'Adaptation

Quelles informations vous avez besoin sur les fonds : montant mobilisés par l'UNCT, nom des agences, domaines ?

CHAPITRE 3 : Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour 2023

L'année 2023 sera par la finalisation et la signature du nouveau cadre de coopération des Nations Unies en Haïti. C'est un cadre intégré où les mandats respectifs de l'Equipe pays et ceux du BINUH se complètent pour accompagner le pays à réaliser ses priorités nationales et relever ses multiples défis. Les principales priorités de l'Equipe Pays sont articulées autour des axes suivants :

- **Plaidoyer & Communication** : L'Equipe Pays à divers niveaux sera mobilisée de même que le BINUH pour poursuivre le plaidoyer et la communication pour une attention de la région et de la communauté et internationale en faveur de Haïti. Le Bureau de la Coordinatrice résidente contribuera au renforcement de la concertation des Partenaires techniques et Financiers et à les mobiliser à soutenir les priorités nationales. La priorité sera également de renforcer la communication conjointe entre le BINUH et l'Equipe Pays et de valoriser les résultats phares conjointement obtenus dans la mise en œuvre du nouveau cadre de coopération. Enfin, avec l'appui du Bureau de la Coordinatrice Résidente, le plaidoyer autour des ODD sera renforcé et l'engagement pour leur mise en œuvre.
- **Renforcement des initiatives conjointes phares** : l'Equipe Pays et le BINUH vont développer les Plans de Travail Conjointes pour la mise en œuvre du nouveau cadre de coopération. Au cours de ce processus, des discussions stratégiques seront organisées pour identifier de nouvelles initiatives conjointes pour renforcer la cohérence des interventions et rechercher l'impact souhaité. Ces initiatives conjointes permettront d'opérationnaliser le triple nexus sur le terrain.
- **Partenariat** : le partenariat avec les jeunes sera renforcé aux fins de leur participation dans les processus de développement mais aussi de consolidation de la paix. Il s'agira également de renforcer le partenariat avec le secteur privé pour son engagement à la réalisation des ODD. Tout en poursuivant le partenariat avec la société civile, l'équipe Pays appuiera le renforcement des capacités nationales à délivrer les programmes et projets et ce au nom de l'appropriation nationale et de la pérennisation des interventions.
- **Mobilisation des ressources** : la mobilisation conjointe des ressources au niveau des groupes de résultats à travers les MPTF sera poursuivie. Aussi, des consultations ou dialogues stratégiques seront conduits avec les institutions internationales financières pour mobiliser des ressources.
- **Opérations** : La stratégie de mise en œuvre du cadre de coopération prévoit le renforcement de la présence physique des Nations Unies sur le terrain dans d'autres régions à travers des Bureaux Communs. Le groupe des Opérations travaillera sur cette priorité.

ANNEXE

Liste des Acronymes



NASYONZINI
AYITI

